

M. Dominique COSSON  
15 Rue Brusle de Valsuzenay  
10600 BARBEREY-SAINT-SULPICE

Troyes, le 21 octobre 2021

**N/Réf. : VG/DL 2021-128**

Affaire suivie par M. Valentin GONDY

☎ 03-25-83-27-46

[valentin.gondy@sddea.fr](mailto:valentin.gondy@sddea.fr)

**LETTRÉ RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION**

**OBJET** : Réponse au procès-verbal de l'enquête publique portant sur l'instauration des périmètres de protection du captage de la Régie du SDDEA – COPE de Bayel

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Nous avons bien reçu votre procès-verbal de l'enquête portant sur l'instauration des périmètres de protection du captage de la Régie du SDDEA – COPE de Bayel, par l'intermédiaire de la mairie de Bayel.

Nous avons noté que le point le plus sensible du dossier porte sur le rebouchage des puits privés situés à proximité immédiate de l'unique captage d'alimentation en eau potable du COPE de Bayel. Vous trouverez ci-après nos remarques sur les différentes observations formulées lors de l'enquête.

Nous constatons qu'il existe une confusion entre pollution diffuse et pollution accidentelle. Nous rappelons que les périmètres de protection ont pour vocation principale de limiter les risques de pollutions ponctuelles et accidentelles au niveau des ouvrages de production d'eau potable. L'objet de l'instauration des périmètres de protection pour le captage d'alimentation en eau potable de Bayel est donc de limiter au maximum le risque de pollution future d'origine accidentelle qui pourrait nuire à l'utilisation du captage pour la production d'eau potable. D'autres études (relatives aux aires d'alimentation des captages) permettent de lutter plus spécifiquement contre les pollutions diffuses, qui ne font pas l'objet du présent dossier.

Les périmètres de protection du captage d'alimentation en eau potable de Bayel ont été délimités sur la base de plusieurs études, qui ont fait l'objet d'un avis d'un hydrogéologue agréé en 2012, conformément à la procédure de Déclaration d'Utilité Publique relative à ces ouvrages. Les études réalisées concluent à une alimentation du captage à la fois par les coteaux, dans le sens- sud-ouest/nord-est, et dans le sens d'écoulement de l'Aube (alimentation par les alluvions anciennes et l'aquifère des calcaires du Séquanien) : « *L'aquifère principal sollicité par le captage de la commune de Bayel est fissuré, constitué par la superposition de couches géologiques en position subhorizontale. La recharge s'effectue exclusivement par l'infiltration des précipitations interceptées par la surface d'alimentation. Une alimentation secondaire a été définie par les alluvions de l'Aube susceptibles, selon l'état hydrogéologique, de participer au débit du système du puits « les Ajeux » (extrait du rapport de l'hydrogéologue agréé, juin 2012).* ».

A14

E21000055/51

Plusieurs points de pollution potentiels ont été évoqués par les requérants :

- La cristallerie de Bayel : celle-ci se situe en aval du captage de Bayel et ne constitue pas une source de pollution accidentelle pour l'alimentation en eau potable du COPE (cf plan en pièce jointe).
- L'ancienne décharge des tuileries (également nommée de « La tête Salomon ») : cette ancienne décharge, située en bordure de périmètre de protection rapproché, est fermée depuis plus de 20 ans. Le site ne constitue donc plus un point de pollution accidentelle.
- La carrière de Baroville : la carrière de Baroville constitue un risque de pollution accidentelle identifié pour la ressource. C'est pourquoi des prescriptions spécifiques y sont adressées en annexe I du projet d'arrêté préfectoral : interdiction du stockage de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, remplissage des réservoirs des engins à réaliser sur une surface étanche, entretien des engins en dehors des limites du périmètre de protection rapproché. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter la carrière du 15 avril 1996, intègre un volet spécifique à la prévention des pollutions accidentelles des eaux, compte-tenu de son implantation au sein du périmètre de protection rapprochée. L'autorisation d'exploiter arrive à échéance le 15 avril 2026. Par ailleurs, en octobre 2018, la DREAL indiquait à l'ARS que la fin d'exploitation de cette carrière devrait intervenir avant l'échéance de son autorisation d'exploiter. D'après les informations de la commune de Bayel, la carrière ne sera plus exploitée fin 2022.
- L'activité agricole : tout comme les jardins ouvriers, l'activité agricole représente une petite surface des périmètres de protection. Néanmoins, cette activité fait l'objet de prescriptions spécifiques dans le projet d'arrêté préfectoral (annexe I) notamment l'interdiction de l'épandage de fumiers, lisiers, boues d'épuration, stockage de toute nature, etc.
- Le projet d'installation d'un méthaniseur : ce projet devait voir le jour à proximité immédiate du périmètre de protection rapproché. Au regard de sa localisation et des risques accidentels lors de la construction et de l'exploitation de l'installation, l'Agence Régionale de Santé a sollicité l'avis d'un hydrogéologue agréé sur le projet. Le projet d'unité de méthanisation a fait l'objet d'une étude approfondie et plusieurs échanges ont eu lieu entre les porteurs du projet, l'hydrogéologue agréé, les services de la préfecture, les communes concernées et les services de l'ARS. Les études réalisées et les échanges ont conclu à une incompatibilité du projet, en l'état, avec la protection de la ressource en eau utilisée pour l'alimentation du captage de Bayel. L'ARS n'a, à ce stade, pas reçu de demande complémentaire modificative de la part des porteurs du projet.

Hormis le projet de méthaniseur, postérieur aux rapports, ces différentes sources de pollution ont été identifiées dans les rapports préalables à l'avis de l'hydrogéologue agréé et dans les rapports de ce dernier.

Il est également évoqué, dans plusieurs courriers, d'autres risques de pollution accidentelle en lien avec les activités de la Régie du SDDEA sur l'entretien du périmètre de protection immédiat :

- Grillage en mauvais état voire inexistant : dans le cadre de la protection juridique du captage, la Régie du SDDEA a procédé à la rénovation complète du grillage sur un périmètre plus grand que celui préconisé par l'hydrogéologue agréé. Le risque d'intrusion sur la parcelle devient ainsi plus limité.
- L'utilisation d'hydrocarbures sur le périmètre de protection immédiat : en cas de panne de courant sur la station de pompage, il peut être installé un groupe électrogène. Si son utilisation s'avère nécessaire, le groupe électrogène sera installé sur une surface étanche et disposera d'une cuve de rétention dont le volume est supérieur au volume du réservoir. L'entretien des espaces verts, quant à lui, est effectué à l'aide de matériel dont le remplissage par de l'essence est effectué en dehors de tout périmètre de protection de captage. Ces dispositions sont prises pour l'ensemble des captages protégés du département.

Il est régulièrement évoqué que les puits privés n'ont aucun impact sur la qualité de l'eau produite au captage car :

- Les puits privés ne sont pas alimentés par la nappe phréatique : les puits privés sont d'une profondeur de 2,9 à 10,8 mètres et sont alimentés par les mêmes nappes que le puits de Bayel, lui-même d'une profondeur de 7,7 mètres. Dans le cadre des études relatives à la mise en place du Bassin d'Alimentation du Captage en eau potable de Bayel, plusieurs essais ont été réalisés en 2010 par le bureau d'études Idées Eaux (essais de pompage sur le puits de Bayel, traçages et suivis piézométriques au niveau des jardins). La plupart des puits sont alimentés par l'aquifère des alluvions anciennes de l'Aube, et d'autres par l'aquifère des calcaires du Séquanien. Ces éléments sont repris dans le rapport de l'hydrogéologue agréé, pages 7 et 8. Il est indiqué que le puits de Bayel et les ouvrages des jardins sollicitent les alluvions anciennes et l'aquifère du Séquanien, et que les deux aquifères ne sont pas totalement indépendants. Les essais de pompage, le suivi de la piézométrie et les résultats des prélèvements d'eau permettent de confirmer les relations entre les deux aquifères localement.
- Depuis l'installation du captage en 1947, aucune pollution ou acte malveillant n'a été enregistré : comme indiqué en début de courrier, la procédure de mise en place des périmètres de protection est justement une procédure réglementaire obligatoire ayant pour but de mettre en place certaines mesures autour des points d'eau pour diminuer le risque d'accident et leurs conséquences. Ce n'est pas parce qu'aucun incident n'a été recensé que l'activité ne constitue pas un risque. D'autres ressources, dans le département, ont été polluées accidentellement ce qui a entraîné leur inutilisation pendant plusieurs mois voire plusieurs années. Cette situation n'est pas envisageable pour le COPE de Bayel qui ne dispose que d'une seule ressource, sans interconnexion avec d'autres services d'eau.
- Les potagers sont dans l'ensemble clos et les puits sont inaccessibles et cadenassés : lors de sa visite de terrain, l'hydrogéologue agréé a indiqué que les puits étaient de conception et d'aménagement rudimentaires malgré certains efforts constatés dans leur fermeture (page 16 du rapport). Le verrouillage de l'accès au puits ne suffit pas à la protéger des pollutions accidentelles. Afin d'être conforme, un puits doit répondre à la norme NF X10-999 dont un extrait est en annexe 2. Les dispositions présentées dans la norme permettent d'assurer la protection du puits contre toute pollution accidentelle par infiltration non souhaitée et contre tout acte malveillant. Or, certains puits sont construits au ras du sol ou protégés par un petit regard posé au sol. Par ailleurs, les puits doivent répondre aux prescriptions du règlement sanitaire départemental (RSD, téléchargeable sur le site internet de la préfecture de l'Aube) détaillées à l'article 10 (cf. annexe 3).

Concernant le risque lié aux puits privés, nous attirons votre attention sur la proximité de ces derniers par rapport au captage de Bayel. En effet, la proximité immédiate de ces puits privés limitera tout phénomène de dilution ou d'atténuation d'une pollution accidentelle par l'environnement.

Nous rappelons également que selon l'article L2224-9 du code général des collectivités territoriales, tout puits à usage domestique doit être déclaré en mairie, ce qui n'est pas le cas pour la majorité des puits privés des Ajeux.

Ainsi, fort de ces informations et des données hydrogéologiques acquises, l'hydrogéologue agréé propose d'interdire les puits et leur exploitation dans les jardins privés des Ajeux. Cette proposition a été retenue par les services de l'Agence Régionale de Santé. Il semble également à la Régie du SDDEA – COPE de Bayel que cette mesure est tout du moins prudente, voire essentielle à la protection du captage de Bayel face aux risques de pollution accidentels.

Le procès-verbal évoque également le manque de concertation lié à la procédure de protection du captage. Or, plusieurs campagnes d'information et d'échanges ont eu lieu ces dernières années :

- 02/05/2018 : Réunion publique relative à la présentation de la procédure de protection du captage et des travaux de mise en conformité. 14 propriétaires des jardins et élus de la commune étaient présents lors de cette réunion. Le compte rendu de la réunion figure dans le dossier d'enquête publique.
- 12/05/2021 : Transmission d'un courrier d'information réexposant l'intérêt de la démarche et les raisons de la fermeture des puits privés, en remplacement d'une réunion publique devant avoir lieu le 26/03/2021, annulée pour des raisons sanitaires.
- 18/08/2021 : Nous avons transmis, de manière individuelle, un courrier en recommandé avec accusé de réception pour informer de l'ouverture d'enquête publique. L'article 7 de l'arrêté préfectoral n°PCICP2021217-0001 indiquant les modalités d'information du public pour cette ouverture d'enquête publique précise : « *Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié huit jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci par voie d'affiches et éventuellement par tout autre procédé, au lieu habituel d'affichage des mairies de Bayel et Baroville* ». Le COPE de Bayel a donc fait le choix d'aller plus loin dans la démarche d'information du public, à ses frais.

L'ensemble des indications précédentes conduit, pour la protection du captage de Bayel aux pollutions accidentelles, à se diriger vers un rebouchage de l'ensemble des puits privés à proximité du captage de Bayel. Le comblement des ouvrages est une des préconisations de l'hydrogéologue agréé. Pour compenser ce rebouchage, et permettre le maintien de l'activité des jardins ouvriers, il est proposé la mise en place d'une borne à eau, en sortie du réservoir nouvellement construit. Il est évoqué que le chlore peut nuire à la qualité des légumes produits. Le plan Vigipirate impose une concentration de 0,30 mg/L de chlore libre en sortie de réservoir. Cependant, un simple stockage de l'eau pendant une journée environ permettrait d'évaporer totalement le chlore et de bénéficier d'une eau non chlorée.

Nous précisons également que l'installation de la borne à eau est prise en charge par l'Agence de l'Eau Seine Normandie et le COPE de Bayel. Le montant de ces travaux est de l'ordre de 3 000 € pour une borne standard. Enfin, il est important de mentionner qu'il n'est pas possible, réglementairement, pour la Régie du SDDEA de fournir gratuitement de l'eau aux propriétaires des parcelles, même si le COPE de Bayel l'aurait souhaité.

Nous avons noté que les propriétaires des parcelles sont prêts à améliorer la fermeture des puits et à les rehausser éventuellement, dans « la limite du raisonnable ». Pour cela, tout puits doit répondre à la norme NF X10-999, ainsi qu'aux prescriptions du règlement sanitaire départemental cités précédemment. Au vu des observations faites sur place en 2010, les travaux à réaliser pourraient s'élever à un montant allant de 1 000 à 10 000 € par puits, selon la nature des travaux. En effet, plusieurs puits sont non-conformes vis-à-vis de la norme et de la législation citée précédemment. Les photographies réalisées sur place laissent penser que certains tubages soient dégradés et devraient être entièrement repris. Ces travaux ne seraient pas finançables et à la charge intégrale du propriétaire.

Enfin, certains propriétaires évoquaient les puits situés au nord de Bayel. Ces puits sont situés en dehors de la zone d'alimentation du captage d'eau potable de Bayel. Ces puits n'ont pas été rebouchés malgré l'existence d'un arrêté préfectoral demandant leur rebouchage. Contrairement à ces puits, les jardins ouvriers des Ajeux sont situés à proximité immédiate du puits d'alimentation en eau potable du COPE de Bayel. Du fait du futur statut d'utilité publique du captage, le non-respect des prescriptions inscrites sur l'arrêté préfectoral peut engendrer des sanctions pénales.

Mme le Maire de Baroville a émis une remarque sur la délimitation du périmètre rapproché et indiqué que celui-ci était totalement incompréhensible et posait question. Nous rappelons que les périmètres de protection ont été délimités sur la base de plusieurs études rappelées dans le rapport de l'hydrogéologue agréé, page 2 :

- Etude préliminaire à l'intervention de l'hydrogéologue en avril 1988 ;
- Deux avis d'hydrogéologue agréé en août 1988 et août 2003 ;
- Rapport intitulé « Etudes relatives à la mise en place du bassin d'alimentation du captage AEP de Bayel, du bureau d'études Idées Eaux en septembre 2010 ;
- Résultats d'un traçage réalisé à la carrière de Baroville par ANTEA en juillet 1995 ;
- Etude hydrogéologique réalisée pour HOLCIM intitulée « multi traçage des eaux souterraines », de Sciences Environnement en janvier 2005 ;
- Bulletins d'analyses d'eau ;
- Rapport de l'hydrogéologue agréé de juin 2012.

Nous espérons avoir répondu à l'ensemble des remarques figurant dans le procès-verbal d'enquête publique et nous nous tenons disponibles pour tout renseignement complémentaire. Dans l'attente de vos éventuelles remarques, je vous prie d'agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, l'expression de nos sentiments distingués.

La Présidente de  
la Régie du SDDEA – COPE de Bayel



Laurence CAILLET

Le Directeur Général de  
la Régie du SDDEA

Stéphane GILLIS

Copie :

- Mme la Présidente du COPE
- L'Agence Régionale de Santé

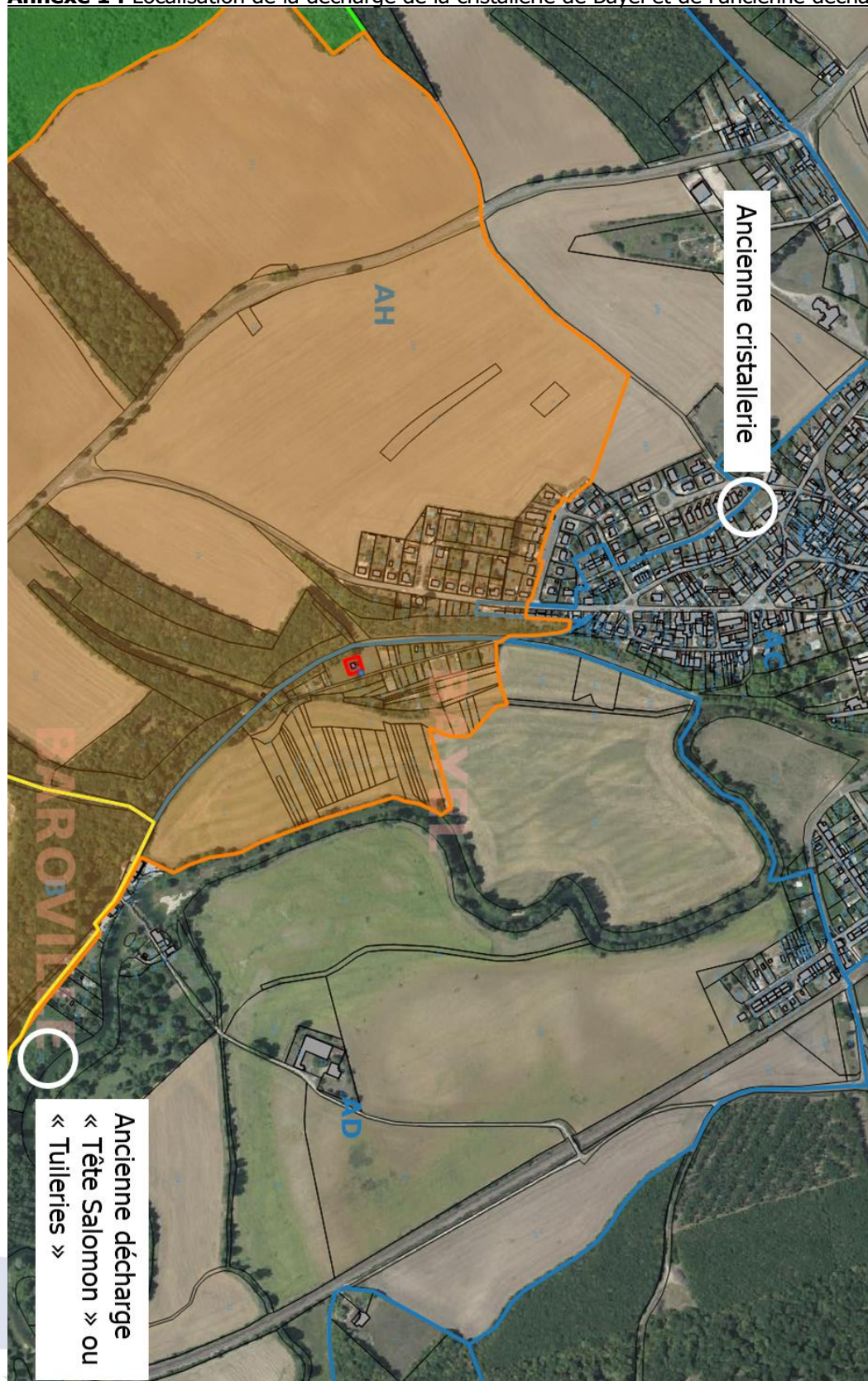






RÉGIE DU  
SDDEA

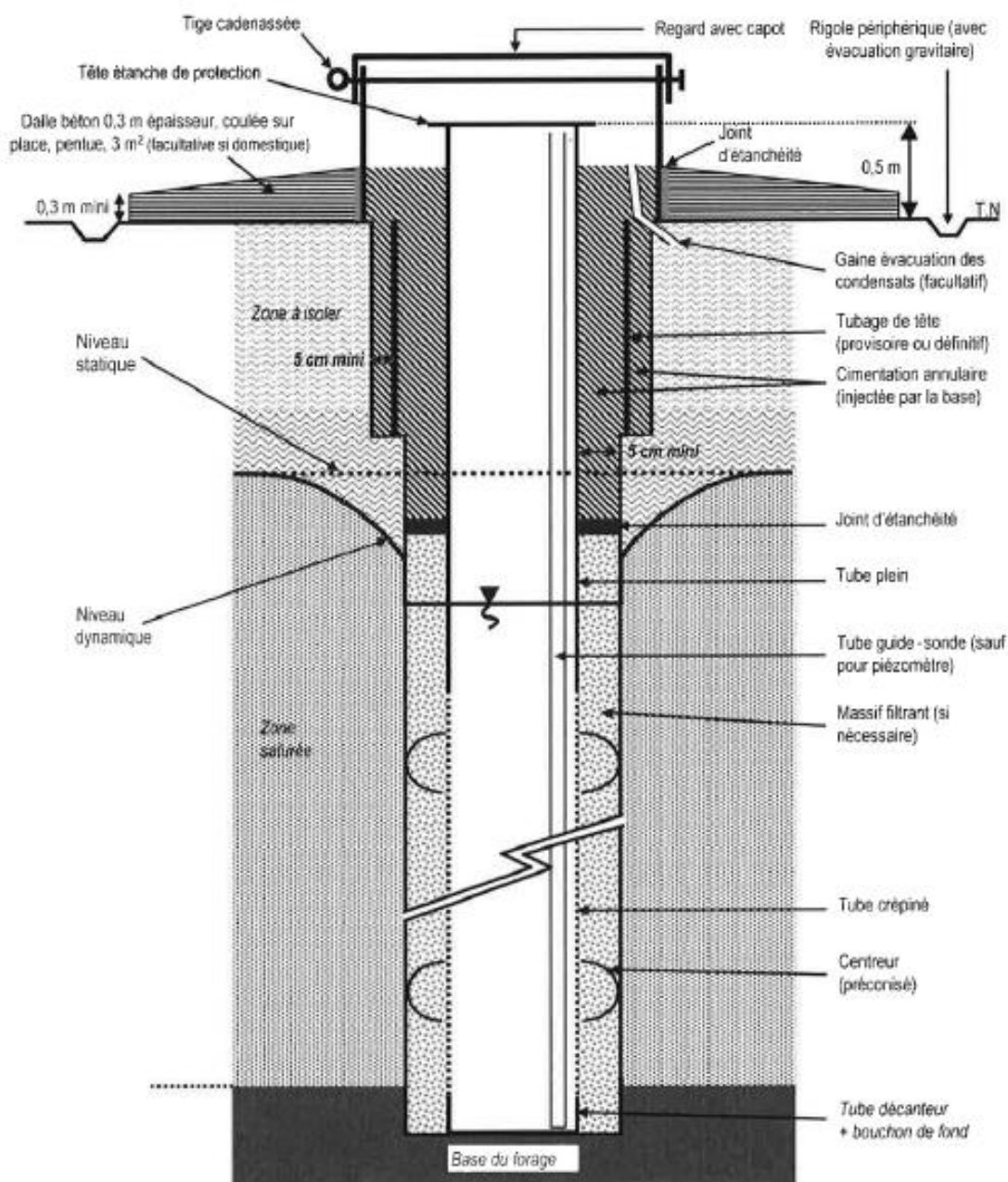
**Annexe 1 : Localisation de la décharge de la cristallerie de Bayel et de l'ancienne décharge des Tuileries**





RÉGIE DU  
SDDEA

**Annexe 2 : Extrait de la norme NF X10-999**



**Figure 18 — Exemple de protection de la tête de forage  
(Source documentaire : BRGM)**



**Annexe 3 : Extrait du règlement sanitaire départemental en vigueur dans l'Aube**

**Article 10 - Les puits : alinéas 1 et 2 abrogés**

***Dispositions caduques, en ce qui concerne les alinéas 1 et 2 (supprimés du présent document), remplacés par le Titre II, Chapitre 1er du Code de la Santé Publique, Articles L 1321-1 à 10, Articles R 1321-1 à 1321-66, Articles D 1321-67 à 105.***

***Les alinéas ci-dessous restent en vigueur :***

A défaut d'écoulement gravitaire, l'eau doit être relevée au moyen d'un dispositif de pompage.

L'orifice des puits est protégé par une couverture surélevée, le dispositif étant suffisamment étanche pour empêcher, notamment la pénétration des animaux et des corps étrangers tels que branches et feuilles. Leur paroi doit être étanche dans la partie non captante et la margelle doit s'élever à 50 cm au minimum, au-dessus du sol, ou du niveau des plus hautes eaux connues si le terrain est inondable.

Sur une distance de 2 mètres au minimum autour du puits, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles ; il doit présenter une pente vers l'extérieur.

Un caniveau doit éloigner notamment les eaux s'échappant du dispositif de pompage.

L'ensemble de l'ouvrage doit être maintenu en bon état d'entretien et en état constant de propreté. Il est procédé à son nettoyage et à sa désinfection sur injonction du Maire, à la demande et sous contrôle de l'autorité sanitaire.

L'ouvrage dont l'usage aura été reconnu dangereux pour l'alimentation sera muni de l'inscription apparente "EAU DANGEREUSE A BOIRE" et d'un pictogramme caractéristique.

La mise hors service ou le comblement définitif est imposé par le Maire si cette mesure est reconnue nécessaire par l'autorité sanitaire.

En aucun cas, un tel ouvrage ne doit être utilisé comme puits filtrant ou dispositif d'enfouissement.